



CRCDC-OC
180, rue Lamarck
11000 CARCASSONNE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2022

Sylvain TRAMOY
Francis BOYER
Vincent SAUVAGE
François MALE

Ce rapport contient 22 pages

3 rue René Prétet
71100 Chalon-sur-Saône
03 85 42 46 46

29 rue de la Grille, BP 91
71403 Autun Cedex
03 85 86 53 53

12 boulevard Carnot
21000 Dijon
03 85 86 53 53

SAS au capital de 80 000 euros inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Bourgogne-Franche-Comté
Membre de la compagnie régionale des Commissaires aux Comptes de Dijon - RCS Chalon-sur-Saône 301 939 393
Email : aec@ste-aec.com

CRCDC-OC
180, rue Lamarck
11000 CARCASSONNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Aux membres de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CRCDC-OC, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable » de l'annexe des comptes concernant la comptabilisation de l'excédent 2022 en fonds dédiés spécifiquement fléché à la dématérialisation conformément à la volonté de l'ARS.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé portent notamment sur les points suivants :

- la bonne application des règles et méthodes comptables en matière de traitement des subventions, notamment leur rattachement à l'exercice et l'estimation des fonds dédiés, relatif aux règles comptables applicables aux associations et fondations qui appliquent le règlement n°2018-06 de l'ANC ;

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de votre trésorier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de l'association.

RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulés, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Autun, le 07 juin 2023

Pour la société AEC,
Commissaire aux Comptes

Sylvain TRAMOY
Président

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the end.

Vincent SAUVAGE
Co-Signataire technique

A stylized, handwritten signature in black ink, featuring a large, prominent loop at the beginning and a long, sweeping horizontal stroke at the end.

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2022	Net au 31/12/2021
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	528 019	520 696	7 323	4 741
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	18 612	18 612		
Immobilisations corporelles				
<i>Constructions</i>	87 889	87 889		
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	445 867	443 413	2 454	10 754
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	1 053 427	956 497	96 930	89 983
Immobilisations financières				
<i>Autres immobilisations financières</i>	11 675		11 675	11 675
Total I	2 145 488	2 027 107	118 382	117 153
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Matières premières et autres approvisionnements</i>	137 864		137 864	82 722
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	65 408		65 408	75 360
<i>Autres créances</i>	33 733	9 930	23 803	27 210
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	3 754 100		3 754 100	2 666 731
<i>Charges constatés d'avance</i>	41 926		41 926	52 296
Total II	4 033 031	9 930	4 023 101	2 904 318
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 178 520	2 037 037	4 141 483	3 021 471
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2022	au 31/12/2021
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>	2 718 250	2 718 250
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	-783 503	-1 387 511
Excédent ou déficit de l'exercice		604 008
Situation nette (sous-total)	1 934 747	1 934 747
Total I	1 934 747	1 934 747
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	1 405 646	27 503
Total II	1 405 646	27 503
PROVISIONS		
Provisions pour charges	16 387	
Total III	16 387	
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	346 075	570 944
Dettes fiscales et sociales	410 167	456 614
Autres dettes	11 000	7 000
Produits constatés d'avance	17 462	24 663
Total IV	784 704	1 059 221
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 141 483	3 021 471

(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	784 704
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2022	Exercice N-1 31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	818 636	947 560
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	8 803 909	8 195 326
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	128 204	105 319
Utilisation des fonds dédiés	2 928	6 395
Autres produits	28 176	11 967
Total I	9 781 853	9 266 567
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	4 910 701	5 266 827
Impôts, taxes et versements assimilés	251 980	289 414
Salaires et traitements	2 315 943	2 215 451
Charges sociales	855 162	845 603
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	49 803	62 432
Dotations aux provisions	16 387	
Reports en fonds dédiés	1 381 070	3 120
Autres charges	414	533
Total II	9 781 460	8 683 381
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	393	583 186
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés		
Total III		
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2022	Exercice N-1 31/12/2021
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	393	583 186
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		20 835
Total V		20 835
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	393	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		13
Total VI	393	13
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-393	20 822
Total des produits (I+III+V)	9 781 853	9 287 402
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	9 781 853	8 683 394
EXCEDENT OU DEFICIT		604 008

COMPTES ANNUELS

2022

Période du 01/01/2022 au 31/12/2022

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CRCDC-OC

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 4 141 483 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat de 0 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 10/03/2023 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

L'ARS a confirmé dans un courrier du 26/04/2023 la comptabilisation en fonds dédié du coût de la dématérialisation, estimé à 1.5M€ maximum.

Afin d'anticiper le coût du déploiement de ce projet et conformément à l'accord donné lors du dialogue de gestion du 7 décembre 2022, l'ARS a ainsi validé la décision d'allouer la quote part de la dotation excédentaire par rapport aux charges, à ce projet.

En application de l'article 132-1 du règlement ANC 2018-06, dans le cas présent de l'exercice 2022, où la dotation génère un excédent par rapport aux charges, il nous a été demandé de comptabiliser le financement excédentaire en fonds dédié spécifiquement fléchi à la dématérialisation.

Autres éléments significatifs

Issu de la fusion au 1er janvier 2019 des 12 structures départementales de dépistage organisé des cancers de la région Occitanie, le Centre Régional de Coordination de Dépistage des Cancers Région Occitanie (CRCDC-OC) est une association Loi de 1901 dont le siège social est situé à Carcassonne (11).

L'association a pour objet l'organisation et la mise en oeuvre de la prévention et du dépistage organisé des cancers dans la région Occitanie, conformément aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté du 23 mars 2018 qui modifie la mise en oeuvre opérationnelle des dépistages organisés des cancers sur le territoire national.

Pour assurer ses missions, le Centre Régional de Coordination s'appuie sur 12 sites territoriaux ; ces sites territoriaux assurent la déclinaison sur un territoire déterminé des missions dévolues au site territorial, les actions de proximité auprès des populations ciblées par les dépistages et les relations avec les professionnels de santé impliqués dans les programmes.

Le pilotage du Centre Régional de Coordination des dépistages des cancers et les fonctions administratives sont assurés à un échelon régional. Les missions déployées sur les différents territoires sont coordonnées régionalement.

Le CRCDC-OC est responsable de la mise en oeuvre harmonisée de 3 programmes de dépistage : le dépistage organisé du cancer du sein, le dépistage organisé du cancer du rectum et du côlon et le dépistage organisé du cancer utérin.

Le Centre Régional de Coordination a pour missions :

- de gérer et d'assurer la sécurité des fichiers et des personnes ciblées par les dépistages ;
- d'inviter les populations concernées au dépistage ;
- de participer à la sensibilisation et à l'information des populations concernées ;
- d'organiser la formation des médecins et professionnels de santé sur les dépistages ;
- d'assurer le suivi des dépistages ;
- de veiller à la qualité du dispositif ;
- de collecter les données pour le pilotage et l'évaluation des programmes.

Le CRCDC-OC est doté, au 31/12/2022, d'un effectif total de 64 personnes, effectif qui se répartit entre le siège social et les différents sites territoriaux.

Le CRCDC-OC dispose d'un financement public : 50% état/Agence Régionale de Santé et 50% caisses d'Assurance Maladie (CPAM et MSA).

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	547 377	6 634	7 381	546 631
Immobilisations incorporelles	547 377	6 634	7 381	546 631
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	87 889			87 889
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	445 867			445 867
- Installations générales, agencements aménagements divers	150 392		1 194	149 198
- Matériel de transport	39 972			39 972
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	844 510	36 535	29 483	851 563
- Emballages récupérables et divers	4 832	7 862		12 695
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 573 461	44 398	30 676	1 587 182
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	11 675			11 675
Immobilisations financières	11 675			11 675
ACTIF IMMOBILISE	2 132 514	51 032	38 057	2 145 488

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	6 634	44 398		51 032
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	6 634	44 398		51 032
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	7 381	30 676		38 057
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	7 381	30 676		38 057

Parmi les acquisitions principales de l'exercice :

- SERVEURS D 34/D 31 : 20 910 euros
- ORDINATEURS CRCDC : 3 888 euros
- MODULE NOTE FRAIS : 3 428 euros
- AC TEL PORT CRCDC : 3 040 euros
- ANTIVIRUS CRCDC : 2 488 euros
- MATERIEL TEL D 11 : 1 680 euros
- MATERIEL D 34/D 30 : 1 554 euros
- MOBILIER D 11 : 1 444 euros
- PROTECTION ET SECURITE BUSTE AU : 1 381 euros
- PROTECTION ET SECURITE AC BUSTE : 1 381 euros
- MEUBLE D 11 : 1 106 euros
- AC BARNUM D 34 : 908 euros
- AC BARNUM D 31 : 838 euros
- AC BARNUM D 11 : 838 euros
- AC BARNUM D 12 : 838 euros
- AC BARNUM D 30 : 838 euros
- AC BARNUM D 81 : 838 euros
- IMPRIMANTE D 31 : 835 euros
- ORDI LENOVO : 770 euros
- ORDI SENSIB D 81 : 720 euros
- ANTIVIRUS D 11/66 : 719 euros
- SCANNER D 66 : 588 euros

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	542 637	4 052	7 381	539 308
Immobilisations incorporelles	542 637	4 052	7 381	539 308
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	87 889			87 889
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	435 112	8 301		443 413
- Installations générales, agencements aménagements divers	136 193	3 073	1 194	138 073
- Matériel de transport	27 384	4 545		31 929
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	784 932	27 976	29 483	783 425
- Emballages récupérables et divers	1 214	1 855		3 070
Immobilisations corporelles	1 472 724	45 751	30 676	1 487 799
ACTIF IMMOBILISE	2 015 361	49 803	38 057	2 027 107

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 152 742 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	11 675		11 675
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	65 408	65 408	
Autres	33 733	33 733	
Charges constatées d'avance	41 926	41 926	
Total	152 742	141 067	11 675
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs - RRR à obtenir	1 765
Total	1 765

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	2 718 250				2 718 250
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves		604 008		604 008	
Report à Nouveau	-1 387 511		604 008		-783 503
Excédent ou déficit de l'exercice	604 008	-604 008			
Situation nette	1 934 747		604 008	604 008	1 934 747
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	1 934 747		604 008	604 008	1 934 747

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					16 387
Total					16 387
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		16 387			
Financières					
Exceptionnelles		1 381 070			

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 784 704 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	346 075	346 075		
Dettes fiscales et sociales	410 167	410 167		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	11 000	11 000		
Produits constatés d'avance	17 462	17 462		
Total	784 704	784 704		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	118 633
Dettes provis. pr congés à payer	174 959
Charges sociales s/congés à payer	82 818
Charges sociales - charges à payer	16 510
Divers - charges à payer	11 000
Total	403 920

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	41 926		
Total	41 926		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	17 462		
Total	17 462		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 9 330 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		4 383 809	7 201		4 412 899	8 803 909
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						8 803 909

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Le ministre de la santé et de la prévention a annoncé une nouvelle feuille de route des dépistages organisés des cancers "Priorité dépistages" à l'occasion de la première réunion du comité de suivi de la stratégie décennale de lutte contre le cancer 2021-2030.

Ainsi donc, en 2024 l'activité invitation serait organisée par l'Assurance Maladie et ce afin de recentrer les missions du CRCDC autour du suivi des dépistages et de la formation des professionnels de santé.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 64 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	5	13	18	16
Employés		50	50	48
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	5	63	68	64

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 338 513 euros

Application depuis 2021 d'une convention collective FEHAP pour tous les sites.

La méthode de calcul retenue et appliquée est la suivante :

AVANT FEHAP JUSQU'EN 2020

Ancienneté	Indemnité
entre 10 et 15 ans	1/2 mois de salaire
entre 15 et 20 ans	1 mois de salaire
entre 20 et 30 ans	1 mois et 1/2 de salaire
30 ans et plus	2 mois de salaire

APRÈS FEHAP DEPUIS 2021

Ancienneté	Indemnité
entre 10 et 15 ans	UN mois de salaire
entre 15 et 20 ans	DEUX mois de salaire
entre 20 et 25 ans	QUATRE mois de salaire
entre 25 et 30 ans	CINQ mois de salaire
30 ans et plus	SIX mois de salaire

Autres informations**Fonds dédiés**

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
<i>FDS DEDIES DE</i>	24 383	24 383	2 928			21 455	
<i>PROJET INCA</i>	3 120	3 120			5 761	8 881	
<i>PROJET DEMAT</i>					1 375 309	1 375 309	
Total	27 503	27 503	2 928		1 381 070	1 405 646	

Procès - verbal Assemblée Générale CRCDC- OC Mercredi 21 juin 2023

Visio : Professeur Pierre MARES, Docteur Marie-José RENAUDIE, Docteur Alvian LESNIK, Docteur Guilbert PLIQUE, Monsieur Bernard SAUVAGNAC, Docteur Jean-Philippe ALUNNI, Madame Sabine BEL, Madame Myriam VALETTE, Docteur Jean-Christophe CALMES, Docteur Reyes Ortéga, Monsieur Alain BOUBEE, Madame Pascale CAZANEUVE, Docteur Brigitte TRETARRE, Madame Annie CLOTTES
14

Pouvoirs : Docteur FIGUERES (Docteur LESNIK), Professeur David AZRIA (Professeur Pierre MARES), Docteur Laëtitia COLLIN (Docteur Renaudie), (Professeur MARES), Madame DALLA RIVA (Docteur Renaudie)
4

Absents : Docteur Alain ROTTER, Docteur Frédéric MIALHE, Docteur P Adrien DALBIES, Docteur Sylvie DE MARTINO, Docteur Pascale GROSCLAUDE.

Invités : Monsieur Sylvain Tramoy (Commissaire aux comptes), Monsieur Landry Foucaud (expert-comptable), Madame Sylvie Vaquer (contrôleur de gestion), Madame Valérie Kardasz (assistante générale de direction).

I. VALIDATION PROCES-VERBAL DU 9 JUIN 2022

Le procès - verbal est approuvé à l'unanimité.

II. APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS AU 31.12.2022

2022 est marquée par une sous consommation budgétaire qui se traduit par un excédent (1M€).

Conséquences futures de cet excédent : neutralisation de cette somme en fonds dédiés fléchés pour la dématérialisation.

Bilan :

Bilan						
ACTIF				PASSIF		
	31/12/2022		31/12/2021			
	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Valeur nette		
Immobilisations incorporelles	546 631	539 308	7 323	4 741	Capital	2 718 250
Terres et aménagements	-	-	-	-	Réserves	-
Constructions - bâtiments	87 889	87 889	-	-	Compte de l'exploitant	-
Installations et matériel	445 867	443 413	2 454	10 754	Report à nouveau	(783 503)
Autres matériels	1 053 427	956 497	96 930	89 983	Résultat exercice	0
Immobilisations financières	11 675	-	11 675	11 675	Subventions d'équipement	-
Autres Immobilisations	-	(0)	0	(0)	Provisions et divers	1 422 032
TOTAL IMMOBILISATIONS	2 145 488	2 027 107	118 382	117 153	TOTAL CAPITAUX PROPRES	3 356 779
Marchandises et matières premières	-	-	-	-	Emprunts	-
Fournitures et mat.consommmables	137 864	-	137 864	82 722	Autres dettes financières	-
Produits et travaux en cours	-	-	-	-	Banque (si découvert)	-
Produits finis et autres stocks	-	-	-	-	TOTAL DETTES FINANCIÈRES	-
TOTAL STOCKS	137 864	-	137 864	82 722	Dettes fournisseurs	346 075
Créances client	68 965	-	68 965	81 149	Autres dettes	433 723
Autres créances (fiscales, sociales ...)	67 196	9 930	57 266	72 752	C/C associés si créditeurs	-
C/C associés si débiteurs	-	-	-	-	TOTAL DETTES À COURT TERME	779 798
Banque et disponibilités	3 754 100	-	3 754 100	2 666 731		
TOTAL CRÉANCES ET DISPONIBILITÉS	3 890 261	9 930	3 880 311	2 820 632		
TOTAL ACTIF			4 136 577	3 020 507	TOTAL PASSIF	4 136 577
					31/12/2022	31/12/2021
					Taux d'endettement	19%
					Fonds de roulement	3 238 397
					Trésorerie Nette Globale	3 100 533
						1 845 097
						1 762 375

Les dettes financières sont normales (comptables et sociales). Elles correspondent au décalage entre la réception des factures de fin d'année et leur règlement.

Actif : renouvellement du parc informatique pour un montant très raisonnable.

La trésorerie est rassurante et suffisante permettant au CRCDC-Oc de bénéficier d'un fond de roulement de 2 à 3 mois.

Bilan fonctionnel

31/12/2022			31/12/2021		
Actif		Passif	Actif		Passif
Immobilisations nettes	118 382	Capitaux propres	117 153	1 962 250	
Stocks	137 864	Subventions d'équipement	82 722	-	
C/C associés (débiteurs)	-	Emprunts	-	-	
Créances	126 231	C/C associés (crédeurs)	153 901	-	
Disponibilités	3 754 100	Dettes	2 666 731	1 058 257	
Total	4 136 577	Total	3 020 507	3 020 507	

3%

6%

91%

4%

8%

88%

65%

35%

Taux d'endettement	19%
Fonds De Roulement	3 238 397
Besoin en FDR	(515 703)
Trésorerie Nette Globale	3 100 533
Trésorerie disponible	3 754 100

Taux d'endettement	35%
Fonds De Roulement	1 845 097
Besoin en FDR	(821 634)
Trésorerie Nette Globale	1 762 375
Trésorerie disponible	2 666 731

Compte de résultat :

Synthèse des résultats économiques				
Date de clôture du dernier exercice : 31/12/2022				
	2022	2021	Evolution	
			En €	En %
CHIFFRE D'AFFAIRE	818 636	947 560	(128 924)	-14%
+ Marge commerciale	-	-	-	-
+ Marge de production	876 150	960 261	(84 111)	-9%
= MARGE BRUTE TOTALE	876 150	960 261	(84 111)	-9%
- Services extérieurs	4 965 843	5 278 587	(312 743)	-6%
= VALEUR AJOUTEE	(4 089 693)	(4 318 326)	228 633	-5%
- Impôts et taxes	251 980	289 414	(37 434)	-13%
- Salaires et charges sociales	3 171 105	3 061 054	110 051	4%
+ Divers	8 803 909	8 195 326		0%
= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	1 291 131	526 532	764 599	145%
- Amortissements et provisions	66 189	62 432	3 757	6%
+ Résultat financier (produits-charges)	0	0	0	170%
+ Autres produits - autres charges	153 594	115 811	37 783	33%
= RESULTAT COURANT	1 378 536	579 911	798 625	138%
+ Produits exceptionnels	2 928	27 230	(24 302)	-89%
- Charges exceptionnelles	1 381 464	3 134	1 378 330	NS
- Impôts sur le bénéfice	-	-	-	-
= RESULTAT DE L'EXERCICE	0	604 008	(604 008)	-100%

Le résultat de l'exercice est à « zéro » puisqu'en accord avec l'ARS, l'excédent de 1.5 M€ a été fléchi pour le projet dématérialisation (fonds dédiés).

Le Docteur Lesnik indique qu'en 2023 le CRCDC-Oc restera sur les mêmes lignes budgétaires et prévoit une fin d'année agitée liée à la reprise des invitations par la CNAM.

Le budget prévisionnel 2024 s'annonce délicat car, les frais postaux liés aux invitations ne comprennent pas exclusivement l'envoi des invitations.

L'objectif est d'éviter que le budget soit repris ou amputé par les tutelles.

Les comptes sont approuvés à l'unanimité.

III. APPROBATION AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE ECOULE

Le résultat de l'exercice clos étant à zéro, il n'y a pas d'affectation particulière.

IV. APPROBATION DES RAPPORTS

Rapport moral :

En 2023, la grande question sera de savoir s'organiser dans le cadre des nouvelles missions qui seront attribuées au CRCDC-Oc pour conserver notre dynamique et la qualité du suivi médical.

Le rapport moral est approuvé à l'unanimité

Rapport d'activité :

cf téléchargement via wetransfert

DO CS :

- Dépistées : 53.7%
- Participation : 63 %

DO CCR :

- Dépistés : 33.8%
- Participation : 43.42 %

DO CCU : 670 000 invitations et relances ont été envoyées

Rapport du Commissaire aux comptes (Monsieur Sylvain Tramoy) :

Les comptes sont fiables.

Le courrier de l'ARS d'avril 2023, rédigé dans le respect du plan comptable des associations, permet de conserver 35% de notre budget en fléchant l'excédant dans les fonds dédiés destinés à la mise en place de la dématérialisation.

Le principe de transparence est appliqué. Les honoraires de deuxièmes lectures des Docteurs Plique et Lesnik sont mentionnés :

Docteur Plique : 13 808 €

Docteur Lesnik : 6 024 €

Le Docteur Lesnik précise que ces honoraires sont perçus au nom du regroupement des radiologues de son cabinet et représentent 1/22^{ème} de leur activité.

Le Docteur Lesnik indique avoir placé la somme de 1M€ à la Caisse d'Epargne. Cette somme rapporte 11 600 € sur 6 mois qui pourront être utilisés pour la journée de cohésion de l'an prochain et s'ajouteront aux 10 000 € de sponsoring de la Caisse d'Epargne

Les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de l'exercice. Ils sont certifiés par le Commissaire aux comptes.

Il est procédé au vote pour l'approbation du rapport du commissaire aux comptes.

Le rapport du Commissaire aux comptes est approuvé à l'unanimité.

V. STRATEGIE, PROGRAMME ET PROJETS DE L'EXERCICE EN COURS

- Informatisation : passage à e-SIS 3D,
- Dématérialisation,
- Mammobile dans le 65,
- Mise à jour des programmes de recherche.

VI. QUESTIONS DIVERSES

La mise en place des comités territoriaux est urgente et nécessaire.

Professeur Pierre MARES
Président CRCDC-OC

